

Service Prévention des risques  
16, rue Zattara  
CS 70248  
Cedex 03  
13331 Marseille

Marseille, le 14 novembre 2025

## **Rapport de l'Inspection de l'environnement**

Visite d'inspection du 24/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**KEM ONE France**

Ecopolis Lavéra Sud  
BP n°3  
13117 Martigues

Références :  
Code AIOT : 0006400942

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/06/2025 dans l'établissement KEM ONE France implanté Ecopolis Lavéra Sud BP n°3 13117 Martigues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- KEM ONE France
- Ecopolis Lavéra Sud BP n°3 13117 Martigues
- Code AIOT : 0006400942
- Régime ICPE : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement Kem One de Lavéra appartient au groupe Kem One qui dispose de huit sites industriels en France et d'un site industriel en Espagne. Classé au 3ème rang européen pour la production de polychlorure de vinyle (PVC), le siège social du groupe est situé en France. Implanté sur site depuis 1963, l'établissement de Lavéra produit du chlore, de la soude, de l'hydrogène, de l'acide chlorhydrique, de l'eau de javel, du chlorure de vinyle monomère (CVM) utilisé pour fabriquer le PVC, des chlorures de méthyle supérieurs (CMS) et des chlorures ferriques.

**Contexte de l'inspection :**

- Inspection spécialisée produits chimiques

**Thèmes de l'inspection :**

- Fluides frigo/SAO/GESF

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect des dispositions du code de l'environnement et de la réglementation européenne applicable aux substances appauvrissant la couche d'ozone relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection de l'environnement portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection de l'environnement ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection de l'environnement à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection de l'environnement à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Obligation d'étiquetage	Règlement européen du 07/02/2024, article 15.5	Demande d'action corrective	1 mois
2	Tenue de registres	Règlement européen du 07/02/2024, article 15.6	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Rejet de SAO et contrôles d'étanchéité	Règlement européen du 07/02/2024, article 21.2	Sans objet
4	Rubrique ICPE 1185	Code de l'environnement, article R.512-47 I.	Sans objet
5	Déclaration GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 6	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant produit et stocke sur site des chlorométhane supérieurs (CMS), au sein d'une unité de son installation dite « CHLOE » dont voici le détail ci-dessous :

- chlorure de méthyle;
- dichlorométhane;
- chloroforme;
- tétrachlorure de carbone.

Ces CMS (hormis le chloroforme) sont soumis à la réglementation européenne 2024/590, relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone qui est entrée en vigueur le 07 février 2024.

L'exploitant a engagé des actions dans le but de réduire les pertes de CMS que ce soit au travers de la détection de fuite ou d'autres mesures, notamment suite aux APC COV qui ont été pris en 2018 sur les émetteurs majeurs du pourtour de l'étang de Berre.

L'exploitant produit 130 kt/ an de CMS.

Le marché du chloroforme, produit intermédiaire du gaz frigorigène fluoré R22 est en baisse. Ceci soulève des difficultés car l'unité de production, quel que soit son réglage, produit du chloroforme de manière fatale et ce en plus grande quantité parmi les CMS .

Le marché du tétrachlorure de carbone est assez stable.

Le classement harmonisé au titre des produits chimiques au sein de l'Europe du chlorure de méthyle va le classer en tant que SVHC (substance extrêmement préoccupante) ; aussi une baisse des ventes semble à prévoir.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Obligation d'étiquetage

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 07/02/2024, article 15.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Obligation d'étiquetage
<b>Prescription contrôlée :</b>  5. Les substances appauvrissant la couche d'ozone inscrites à l'annexe I produites ou mises sur le marché pour des utilisations comme intermédiaires de synthèse, des utilisations comme agents de fabrication ou des utilisations essentielles en laboratoire et à des fins d'analyse, ou en vue de leur destruction ou de leur régénération, respectivement visées aux articles 6, 7, 8 et 12 ne peuvent être utilisées qu'à ces fins.  Les conteneurs contenant les substances appauvrissant la couche d'ozone destinées aux utilisations visées aux articles 6, 7, 8 et 12 du présent règlement sont étiquetés de manière à indiquer clairement que la substance ne peut être utilisée qu'aux fins applicables. Lorsque ces substances sont soumises aux exigences en matière d'étiquetage prévues par le règlement (CE) no 1272/2008, cette indication figure sur les étiquettes visées dans ledit règlement.  La Commission peut, par voie d'actes d'exécution, déterminer le format et l'indication à utiliser sur les étiquettes visées au deuxième alinéa. Ces actes d'exécution sont adoptés en conformité avec la procédure d'examen visée à l'article 28, paragraphe 2.
<b>Constats :</b>  L'exploitant nous indique que l'ensemble des CMS qui sont produits sur le site sont soit consommés directement sur le site de Lavera en tant qu'intermédiaires ou vendus en tant que tel auprès de clients européens et internationaux (principalement USA). Les CMS destinés à la vente sont stockés sur le site de Lavera puis transportés par isocontainers, wagons ou bateaux.  Sur le site, l'exploitant nous indique que l'étiquetage figure sur les lieux de stockage mais s'agissant de substances dédiées à un marché européen ou international, l'exploitant considère qu'elles sont soumises à la réglementation des transports au niveau de l'étiquetage et il n'appose pas d'autre étiquetage.
<b>Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Suite à une vérification auprès des services du ministère, il s'avère que l'étiquetage des contenants

<p>destinés au transport et soumis à la réglementation dite TMD (Transport de Matière Dangereuse) ne remplace pas l'étiquetage prévu au sein de la réglementation SAO. Plusieurs étiquetages peuvent ainsi figurer sur un contenant pour respecter les différentes réglementations applicables.</p> <p>Dans un délai d'un mois, l'exploitant veillera à l'apposition d'étiquetage sur les conteneurs conformément à la prescription du règlement européen susmentionnée et nous transmettra les justificatifs de leur mise en place.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Tenue de registres

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 07/02/2024, article 15.6
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Tenue de registres
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>6. Les entreprises qui produisent, y compris en tant que sous-produits ou produits secondaires, mettent sur le marché, fournissent à une autre personne dans l'Union ou reçoivent d'une autre personne dans l'Union des substances appauvrissant la couche d'ozone inscrites à l'annexe I qui sont destinées à être utilisées comme intermédiaires de synthèse ou comme agents de fabrication, ou destinées à être détruites ou régénérées, ainsi que les entreprises qui détruisent ou régénèrent ces substances ou qui utilisent ces substances comme intermédiaires de synthèse ou comme agents de fabrication, tiennent des registres contenant au moins les informations suivantes concernant chaque substance appauvrissant la couche d'ozone, selon le cas:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) le nom de la substance appauvrissant la couche d'ozone ou du mélange contenant une telle substance ;</li> <li>b) la quantité produite, importée, exportée, régénérée ou détruite au cours de l'année civile concernée ;</li> <li>c) la quantité fournie et reçue au cours de l'année civile concernée, par fournisseur ou destinataire individuel ;</li> <li>d) le nom et les coordonnées des fournisseurs ou des destinataires ;</li> <li>e) la quantité utilisée, au cours de l'année civile concernée, en précisant l'utilisation effective ; et</li> <li>f) la quantité stockée le 1er janvier et le 31 décembre de l'année civile concernée.</li> </ul> <p>Les entreprises conservent les registres visés au premier alinéa pendant au moins cinq ans après la production, la mise sur le marché, la fourniture ou la réception, et, sur demande, les mettent à la disposition des autorités compétentes de l'État membre concerné ou de la Commission. Lesdites autorités compétentes et la Commission garantissent la confidentialité des informations contenues dans lesdits registres.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection s'est concentrée sur les substances suivantes et a réalisé les constats ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Tétrachlorure de carbone (CTC)</b></li> </ul> <p>En 2024, Kem One a produit près de 18000 tonnes de CTC soit à des fins d'utilisation d'intermédiaire de synthèse (pour produire du fluide frigorigène HFO. Export hors UE. Volume en</p>

hausse par rapport à 2023) soit à des fins d'utilisation d'agent de fabrication (utilisation spécifique réglementée par le protocole de Montréal), soit en tant que sous-produit destiné à la destruction. 2,7 tonnes de CTC ont été émises lors du stockage et près de 3 tonnes ont été émises lors de la production (8 tonnes avaient été émises lors de la production en 2023 – pas de chiffre pour le stockage).

L'émission importante en 2023 est due à une avarie des événements de chargement.

L'exploitant nous indique que les pertes liées au stockage sont en relation directe avec les conditions de condensation de cette substance (à -20°C, tout le volume gazeux n'est pas entièrement condensé) mais il nous indique également travailler sur la baisse de température du stockage pour pouvoir condenser plus et limiter les fuites.

L'exploitant travaille en parallèle de la fiabilisation de la condensation sur la régulation de ses bacs de stockage sur la journée complète. La nuit, les bacs refroidissent donc il est nécessaire de réguler avec de l'azote alors que le jour, il faut refroidir les bacs pour condenser.

#### • Chlorure de méthyle (MC)

En 2024, Kem One a produit environ 40 000 tonnes de MC (en hausse par rapport à 2023). 2,8 tonnes ont été émises lors de la production (contre 6,8 tonnes en 2023).

La ventilation des ventes a été réalisée comme suit : sur le marché dans l'UE pour une utilisation comme intermédiaire, à l'exportation hors UE pour une utilisation comme intermédiaire. En 2024, majoritairement, le MC a été utilisé sur place pour la production de CTC, de chloroforme et de DCM (volume en hausse par rapport à 2023). Les émissions s'élèvent à 6 tonnes. En 2023, les émissions s'élevaient à 17 tonnes.

L'importance de l'émission en 2023 est due à une erreur opératoire sur ce produit. Une vanne est restée ouverte sur le sécheur lors du chargement, ce qui a engendré une fuite. Suite à cet événement, l'exploitant a mis en place le plan d'actions suivant pour prévenir tout nouvel accident de ce type :

- modification des alarmes sur le détecteur de cette cheminée où se situe cette purge ;
- modification du mode opératoire pour intégrer la gestion de la vanne ;
- formation de l'ensemble du personnel intervenant sur l'atelier ;
- vue synthétique en salle de contrôle de cet événement pour améliorer la surveillance.

#### • Dichlorométhane (DCM)

En 2024, Kem One a produit près de 22 000 tonnes de DCM à des fins d'utilisation comme intermédiaires hors UE et pour une utilisation comme. La quantité produite en tant que sous-produit et destinée à la destruction s'élève à 21 tonnes. 10 tonnes ont été émises lors du stockage et 12 tonnes ont été émises lors de la production. Le ratio émission/ production plus faible pour le DCM que pour le CTC et le MC s'explique par sa caractéristique physique.

Nous n'avons pas les chiffres pour le DCM pour les années précédentes car l'obligation de déclaration ne s'applique qu'à partir de 2024.

L'ensemble des événements de l'atelier CMS est traité avant rejet à l'atmosphère.

Au jour de l'inspection, l'exploitant ne dispose pas d'un registre comportant toutes les informations requises mais il semble qu'il possède l'ensemble des données requises par le règlement.

<b>Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Dans un délai d' <u>un mois</u> , l'exploitant veillera à l'établissement d'un registre conforme à la prescription du règlement européen susmentionnée et nous transmettra les justificatifs de sa mise en place.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 3 : Rejet de SAO et contrôles d'étanchéité**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 07/02/2024, article 21.2
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Rejet de SAO et contrôles d'étanchéité
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>2. Les entreprises prennent toutes les précautions nécessaires pour prévenir et réduire au minimum tout rejet involontaire de substances appauvrissant la couche d'ozone au cours de la production, y compris les rejets produits par inadvertance au cours de la production d'autres produits chimiques, du processus de production d'équipements, de l'utilisation, du stockage et du transfert d'un conteneur ou d'un système à un autre ou du transport.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant dispose d'un plan de contrôle des points sensibles émetteurs sur son site. Ces émissions sont dites fugitives et l'exploitant fait effectuer par un prestataire extérieur, filiale de Bureau Veritas, un contrôle de l'ensemble des points sensibles susceptibles d'émettre des substances dites CMR (Cancérigènes, Mutagènes et toxiques pour la reproduction) dont font partie les substances appauvrissant la couche d'ozone produites sur son site.</p> <p>L'ensemble des points sensibles du site est contrôlé tous les 5 ans et pour ce faire, 20% des points sont contrôlés de manière annuelle représentant environ 40000 points à contrôler.</p> <p>Les fuites repérées font ensuite l'objet de réparation par les ateliers où elles se situent et leur suivi s'effectue grâce à l'outil de GMAO interne du site. Une fois qu'un nombre satisfaisant de réparations a été effectué sur l'ensemble des fuites qui ont été détectées par le prestataire lors de son premier passage, l'exploitant lui demande un nouveau contrôle pour lever les écarts qui ont pu être relevés.</p> <p>L'exploitant nous indique que certaines fuites nécessitent un temps plus long s'agissant de leur réparation car il peut être nécessaire d'attendre un arrêt de l'usine par exemple.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Rubrique ICPE 1185**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R.512-47 I.
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Nomenclature ICPE (décret créant la rubrique 1185)
<b>Prescription contrôlée :</b>

Décret n°2018-900 du 22 octobre 2018 créant la rubrique 1185 :

Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage)

1. Fabrication, conditionnement et emploi autres que ceux mentionnés au 2 et à l'exclusion du nettoyage à sec de produits textiles visé par la rubrique 2345, du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visées par la rubrique 2564, de la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique d'hydrocarbures halogénés visée par la rubrique 3410-f et de l'emploi d'hexafluorure de soufre dans les appareillages de connexion à haute tension.

Le volume des équipements susceptibles de contenir des fluides étant :

a) Supérieure à 800 l	(A-1)
b) Supérieure à 80 l, mais inférieure ou égale à 800 l	(D)

**Constats :**

Les chlorométhanés produits sur le site de Kem One Lavera sont fabriqués en quantité industrielle par le biais d'une transformation chimique d'hydrocarbures halogénés ainsi cette activité relève de la rubrique 3410-f pour lequel l'exploitant est régulièrement autorisé à hauteur de 125 000 t/an.

Les chlorométhanés ne sont pas utilisés pour produire des fluides fluorés sur le site donc les installations ne sont pas soumises à la rubrique 1185.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Déclaration GEREP**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 6

**Thème(s) :** Produits chimiques, Déclaration GEREP

**Prescription contrôlée :**

La déclaration prévue à l'article 4 du présent arrêté est effectuée sur le site de télédéclaration du ministre en charge des installations classées prévu à cet effet et est adressée au service chargé du contrôle de l'établissement.

Ce service peut demander à l'exploitant de modifier, compléter ou justifier tout élément de sa déclaration. Ces modifications, compléments ou justifications sont transmis dans un format identique à celui de la déclaration initiale.

**Constats :**

Au jour de l'inspection, l'exploitant a bien effectué sa déclaration GEREP.

**Type de suites proposées :** Sans suite